

Avis de Soutenance

Madame Claire DEDIEU

Science Politique

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

Quand l'Etat se retire. La suppression de l'ingénierie publique dans le domaine de l'eau

dirigés par Monsieur Emmanuel NEGRIER

Soutenance prévue le **mardi 19 novembre 2019** à 14h

Lieu : Université de Montpellier 39, rue de l'Université 34 060 Montpellier

Salle : des Actes

Composition du jury proposé

M. Emmanuel NEGRIER	Université de Montpellier	Directeur de thèse
Mme Anne-Cécile DOUILLET	Université de Lille	Rapporteur
M. François-Mathieu POUPEAU	CNRS (LATTS)	Rapporteur
M. SYLVAIN BARONE	Irstea Montpellier (G-EAU)	Co-encadrant de thèse
Mme CHRISTINE MUSSELIN	CNRS (CSO)	Examineur
Mme CLAIRE DUPUY	UCLouvain - University of Louvain	Examineur

Mots-clés : Etat,réforme,retrait,politiques de l'eau,ingénierie publique,France

Résumé :

Les ingénieurs et techniciens du ministère de l'Agriculture ont, pendant longtemps, façonné les politiques d'alimentation en eau potable et d'assainissement des communes et de leurs groupements. Ces fonctionnaires intervenaient dans le cadre de missions qualifiées « d'ingénierie publique ». En 2008, dans le contexte de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), cette mission a été supprimée. L'objet de la thèse est de comprendre ce qui se joue concrètement à travers cette réforme. S'appuyant sur une enquête menée dans les départements de l'Hérault, de Vaucluse et de la Lozère, ce travail analyse les recompositions de l'État qui font suite à la suppression de l'ingénierie publique, que ce soit en interne ou dans ses relations avec les acteurs de l'ingénierie privée et les collectivités territoriales. L'originalité de la thèse est de discuter les théories qui présentent les réformes de l'État comme un moyen pour celui-ci de se redéployer sans se retirer. À partir du cas de l'eau, elle encourage à penser les réformes contemporaines autrement, comme des moments où l'État est aussi parfois susceptible de se retirer. Elle montre les incohérences et les paradoxes auxquels donne lieu ce retrait de l'État. Elle propose enfin des outils d'analyse adaptés à cette approche alternative des transformations de l'action publique.